

**CIBLE**

**A.M.I.: Non !**

**É**laboré dans le plus grand secret depuis trois ans, l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) est maintenant dévoilé : égalité de traitement des investisseurs nationaux et étrangers ; interdiction de toute mesure d'expropriation sans compensation ; interdiction des rapatriements de capitaux et de bénéfices ; possibilité pour les firmes étrangères de poursuivre en justice les États qui violeraient l'AMI.

Idéologie sous-jacente ? Un libéralisme qui érige la concurrence en principe absolu.

Conséquences ? Mise en coupe réglée des pays pauvres par les grands groupes capitalistes. Asservissement des États, privés des moyens de préserver la souveraineté nationale. Mépris des choix démocratiques. Normalisation culturelle.

Nul ne s'y trompe : sous le prétexte de l'égalité de traitement, les États-Unis veulent imposer leur hégémonie dans tous les domaines. Il faut leur opposer un Non définitif et total.

Nous sommes des citoyens épris de liberté, en lutte contre le libéralisme économique et financier. Nous sommes donc solidaires de tous ceux - chômeurs, salariés, artistes, producteurs - qui entrent en résistance contre l'impérialisme américain.

GÉOPOLITIQUE

# Vive la nation !

Blair-Kohl

**S'aligner sur  
l'Amérique**

p. 5

Entretien

**Georges  
Balandier**

p. 6/7

# Incontournable révolution

Qui pourrait aujourd'hui contester l'urgente nécessité où nous sommes de jeter enfin les vraies bases d'une «nouvelle société» sans que l'impact de la formule ne nous détourne des seules mesures radicales qui s'imposent ?

Depuis trente ans, le gaullisme et ses héritiers putatifs ont sombré dans le clientélisme et l'affairisme ; et les élus du « peuple de gauche », grands moralisateurs et pourfendeurs du culte de l'Argent-Roi ont à leur tour cédé au chant des sirènes du libéralisme. Depuis mai 1968, tous les gouvernants ont - *volens nolens* - trahi les engagements sur lesquels ils ont été élus.

Toujours plus pour les uns ; toujours moins pour les plus pauvres, coupables de ne pas se plier aux règles d'une pensée unique dont le rêve inavoué serait d'en revenir à une manière d'esclavage. Horreur économique, illusion économique qui ne parviennent plus à enrayer le surgissement d'un nouveau prolétariat, d'une nouvelle plèbe, de vagues croissances de nouveaux « damnés de la terre » qui n'ont plus rien à perdre, pas même leur dignité, depuis trop longtemps bafouée. Au bout

du compte : cette gigantesque « fracture sociale » qui ne servit, hélas, que de slogan électoral sans que ne soit prise en considération l'acuité et la pertinence du diagnostic.

Que les uns et les autres soient régulièrement sanctionnés dans les urnes pour avoir trahi leurs engagements ne change malheureusement rien aux données du problème tant que le système lui-même n'est pas radicalement remis en cause. Les Français supporteront-ils longtemps de se voir privés du plus essentiel de leurs droits, celui d'avoir un travail et d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ?

Au diable les critères de Maastricht ! Foin de l'Europe des boutiquiers et des monétaristes ! On connaît des époques où la France osait s'engager dans des politiques plus originales, plus audacieuses, et plus conformes aux intérêts de ses citoyens, et qui, souvent, eurent valeur d'exemple pour le reste du

monde. Le noble concept de République que nous avons si fièrement exporté - y compris au sein de monarchies qui ont eu l'intelligence d'être à l'écoute de leurs peuples - traduit d'abord le goût de la chose publique, le souci du « bien commun », et non l'obsession de la rentabilité économique obtenue aux dépens du plus grand nombre et au mépris des équilibres écologiques de la planète.

L'imagination ne fait pas défaut au peuple mais à ses élites, incapables, comme en 1789, de remettre en cause leurs privilèges indus. Nulle révolution n'est possible, nous dit-on, faute d'un combat qui ne soit pas pure utopie et de personnes capables de le faire aboutir.

Nous ne doutons pas qu'il y ait aujourd'hui en France de vrais « politiques » capables de concevoir autrement notre avenir et selon des schémas qui ne doivent rien aux diktats de Davos, Washington ou Bruxelles, pas plus qu'aux

éructations de l'extrême droite. La force de la poussée révolutionnaire qui s'annonce, les fera certainement sortir de l'ombre où les confine la collusion des pouvoirs technocratiques, médiatiques et financiers.

Partager le travail et les richesses, taxer la spéculation financière, réduire l'éventail des salaires, contenir les débordements de l'anarchie absolue, sanctionner les gabelies... Mesures dangereuses s'insurgent les profiteurs du système ! Mais ne voient-ils pas qu'ils n'auraient rien à gagner à ce que s'instaure cette guerre civile qui menace entre deux France, celle des plus démunis et celle des nantis ? Guerre qui verrait des millions de chômeurs, de pauvres et d'exclus, en état de légitime défense, piller, casser, saccager et prendre, dans un sursaut de désespoir, les miettes du festin qu'on leur refuse en demandant d'avoir la décence de se contenter de le regarder ? Sornettes que tout cela, tranchent, sûrs d'eux, les tenants du libéralisme le plus débridé, aveugles et sourds aux rumeurs de colère qui s'enflent ; hormis la leur il n'y aurait plus d'idéologie qui vaille, capable de canaliser les tensions sociales et de fédérer les hordes de mécontents. Mais qu'ils y prennent garde : si le communisme est mort de ce qu'en ont fait Lénine, Staline ou Brejnev, il n'est pas impossible que les pensées de Marx et de quelques autres collectivistes n'offrent un regain d'intérêt et ne trouvent une certaine adéquation aux tristes réalités d'aujourd'hui.

Guy LECLERC-GAYRAU

## Deuil

L'émotion des Corses et la réaction des autorités de l'État ont été à la mesure du crime commis le 6 février.

L'assassinat du préfet de Corse est tragique à tous égards. Claude Erignac a été tué à la fois parce qu'il était le premier représentant de l'État et parce qu'il avait choisi de mener normalement sa vie privée, sans être séparé de la population par des gardes du corps.

En visant cette cible très facile, les assassins ont voulu lancer un double défi, concret et symbolique. Défi à l'État, refus de l'accepter comme tel, dès lors que son représentant accomplissait avec rigueur et simplicité son devoir : appliquer la loi, toute la loi et rien que la loi, sans respecter les réseaux locaux d'intérêts, les solidarités claniques, les trafics mafieux. Défi, plus largement, à l'État de droit, au principe d'égalité des citoyens, à la raison juridique, à l'œuvre de justice.

Devant le corps de la victime, devant la population en état de choc, au Parlement, les plus hautes autorités de l'État ont affirmé que tous les principes républicains seraient restaurés, préservés, garantis.

Nous souscrivons à ces fermes déclarations. Nous voulons croire en ces promesses réitérées. Nous souhaitons que le gouvernement, qui tolère le laisser-aller administratif, aura cette fois la force d'accomplir sur l'Île de Beauté les mises au net et les révolutions qui s'imposent. Nul ne saurait se contenter de chasses à l'homme médiatisées. Des actes exemplaires sont indispensables. Sans délai.

Yves LANDEVENNEC

N.B. Nous publierons dans notre prochain numéro une analyse complète de la question corse.

# Scènes de décomposition

Il faut un effort surhumain pour s'intéresser à la constitution des listes pour les élections régionales. Nudité des ambitions. Nullité des programmes. Déchirements intimes. Vengeances dérisoires.

Lorsque nous invitons François Perroux à donner aux lecteurs de *Royaliste* (1) une leçon d'économie politique, notre bon maître évoquait parfois les « structures participatives-dissipatives » du savant Ilya Prigogine.

Scientifique et mystérieux, le concept nous faisait rêver. Pour tenter de comprendre l'enjeu des régionales, j'ose décalquer la formule en proposant de décrire la matière pré-électorale sous l'étrange aspect d'une « composition-décomposante ». Autrement dit : « toute structure partisane, unifiée ou plurielle, se défile en une pluralité de sous-structures dès lors qu'elle est plongée dans un bain électoral ». Ou encore, de manière plus triviale : la constitution d'une liste fait des mécontents (ceux qui ne sont pas sur la liste), qui créent derechef une liste de pas-contents qui peut elle-même décevoir au point d'engendrer une liste de très-déçus qui, bien manipulée par les pas-contents, peut à son tour se diviser en deux.

Ce mécanisme de décomposition fonctionne aussi bien à gauche qu'à droite, en Île-de-France et dans les Boutiques-du-Rhône, dans le Nord et dans le Maine-et-Loire. Édouard Balladur se heurte à plusieurs listes dissidentes. La gauche plurielle officielle bute parfois sur une pluralité de liste de gauche (quatre fleurissent actuellement sur la terre angevine). On assiste à une lutte titanessque entre Michel Delebarre (pilule rose) et Marie-Christine Blandin (pas-

tille verte). Des notables blanchis sous le harnais (le marseillais Lucien Weygand) ruent dans les brancards de la Fédération du Parti (socialiste).

Reparaissent des silhouettes oubliées. Voici Brice Lalonde, quelque part dans l'Ouest, déguisé si je ne me trompe en Madelinien. Voilà Jean-Paul Huchon, qui a allègrement piétiné son ami Michel Rocard pour se mettre aux ordres de Dominique Strauss-Kahn. Huchon : sous la rondeur, le majordome. Ou plutôt, comme dans les romans noirs, la première gâchette qui flingue le vieux patron pour obtenir un emploi (à temps partiel) chez le nouveau maître. Au bal des revenants, je n'ai pas eu le courage de chercher sous quel masque valsait Jean-Pierre Soisson.

Seul point reconfortant : il est inutile de convoquer les sociologues, les politologues et les psychologues pour éclairer les enjeux, décrire les trajectoires et révéler les mobiles cachés. Pas de projets, ni de programmes, mais l'ambition nue, la lutte, à l'intérieur de chaque camp, pour le partage des places, des privilèges, des fromages, gâteaux et autres pièces du festin discret qu'on nomme décentralisation. Cela fait du désordre ? Le Front national fera le ménage.

Sylvie FERNOY

(1) Nous avons publié dans *Royaliste* plusieurs entretiens avec François Perroux. Prochainement, sous forme d'un « Petit dossier de *Royaliste* », nous les rééditerons accompagnés de l'ensemble des articles que nous avons consacrés à ce maître.

## Ali

Ali est Kurde. En Turquie. Études écourtées, il travaille. Militant politique, la police l'arrête, le torture, pourchasse sa famille. La justice l'emprisonne. Elle le relâche. Menace policière. Ali choisit de quitter son pays pour la France. C'est 1500 dollars que lui réclament les passeurs. Ali vendra tout.

Arrivé en France, il croit être au pays des droits de l'homme. Las ! l'OFPPRA lui refuse le statut de réfugié politique. Son passeport lui est retiré. La gauche revient. Ali rêve comme tant d'autres et, comme tant d'entre eux, il attend toujours. Pourtant, il avait obtenu un récépissé attestant sa demande de séjour. Pour le renouveler il se présente en décembre en préfecture. Confisqué, le récépissé ! Un vrai sans-papiers comme les aiment ces messieurs d'en-haut.

Et quant à être privé de papiers autant être aussi privé de logement. C'est sans doute ce qu'on se dit à l'OPAC Cholet-Habitat. Ils ignorent sans doute qu'on peut vivre à Cholet dans un taudis de 12 m<sup>2</sup>, à deux. Car Ali a une compagne française et ils attendent un enfant. Pas important. Pas important non plus que le loyer mange les deux tiers du RMI quand l'OPAC dispose de studios à 1 000 F (charges comprises). Pas important encore les avertissements du médecin qui signale les dangers que fait courir à l'enfant la malnutrition de la mère et le stress de la vie en cage.

« Toutes les révolutions naissent ainsi : de la lente montée, d'abord imperceptible, d'un sentiment de l'intolérable » a dit, fort justement, le comte de Paris...

Nicolas LUCAS

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Incontournable révolution - p.3 : Deuil - Scènes de décomposition - Ali - p.4 : Doutes - Touche pas à mon SMIC ! - p.5 : La course à l'Amérique - p.6/7 : Georges Balandier : un intellectuel engagé - p.8 : L'euro dans l'impasse - Trois fils d'Israël - p.9 : Vive la nation - p.10 : Portrait composé - Protéger, mais jusqu'où ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial...

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone: 01.42.97.42.57  
Télécopie: 01.42.96.05.53  
Dir. publication: Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

## Doutes

**C'est évident : le gouvernement ne manipule pas l'opinion. Mais il multiplie les effets d'annonce.**

**P**renons l'exemple des prévisions sur les créations d'emplois engendrées par les 35 heures, que la presse a publiées peu avant l'ouverture du débat parlementaire. L'OFCE (organisme officiel d'études de conjoncture) annonçait 450 000 emplois supplémentaires, et la Banque de France 710 000 - mais selon des paramètres différents.

Mais on apprend le lendemain par un communiqué de la Banque de France que l'étude réalisée par un de ses services ne l'engageait « en aucune manière » puisqu'elle avait été réalisée « sous la seule responsabilité du ministère de l'emploi et de la solidarité ».

Quant à l'OFCE, les déclarations de son directeur Jean-Paul Fitoussi laissent perplexes. En présentant l'étude précitée, il affirme que le succès de la réforme repose sur un « effort » des salariés (non sur un « sacrifice ») car ils ont collectivement intérêt à la croissance de l'emploi qui réduira la précarité de leur condition et permettra une augmentation de leurs revenus « dans l'avenir ».

Les arguments du directeur Jean-Paul Fitoussi sont d'autant plus fragiles que l'analyste Jean-Paul Fitoussi s'empresse de les noyer dans une longue déclaration au *Monde* du 27 janvier. Attention aux chiffres, prévient-il : « une projection n'est donc jamais une prédiction, moins encore une prévision (...) ». De plus, le partage du travail lui paraît être une « solution de désignation ».

Résumons : la solution reste énigmatique, et le problème

est mal posé. Dès lors, à quoi bon se résigner ?

Après les pronostics à moyen terme, passons aux résultats conjoncturels. Toujours sur la brèche, et en plein débat sur les 35 heures, le ministre de l'Emploi a annoncé une forte baisse du chômage en décembre dernier (- 2,8 %). Ce résultat a été fortement médiatisé, mais l'effet d'annonce a été fort accompagné de prudentes mises en garde : certes, le chiffre est bon, déclarait en substance Martine Aubry, mais il est tellement lié à une augmentation d'emplois précaires pour les Fêtes qu'il faut attendre les résultats de janvier - lesquels seront sans doute moins bons que ceux de décembre.

Autant dire que la tendance reste négative, mais qu'on profite d'une embellie qui permet de faire taire pendant quelques jours les critiques des citoyens qui se sont contentés de jeter un coup d'œil sur les titres des journaux. On dira que c'est de bonne guerre, mais il vaudrait mieux parler de succès d'escarmouche. Quand se décidera-t-on à publier les courbes mensuelles du chômage selon les diverses méthodes qui permettent de la comptabiliser ? Rappelons que le chiffre officiel était en décembre de 3 231 900 chômeurs, alors que les chercheurs de l'ancien Centre d'Étude des Revenus et des Coûts additionnent 5 058 039 chômeurs, soit une augmentation de 0,33 % par rapport au mois précédent. De mémoire de marin, les brumes n'ont jamais fait disparaître les récifs.

Jacques BLANGY

## Touche pas à mon SMIC !

**La « gauche plurielle » a été élue, notamment, sur son projet de diminution du temps de travail à 35 heures payées 39. Aujourd'hui, elle s'apprête à sacrifier le SMIC.**

**D**epuis quelques semaines, le débat n'est plus de savoir jusqu'à quel pourcentage du SMIC le salaire serait intégralement maintenu. Madame Martine Aubry, prête à toutes les compromissions avec un patronat rétif à sa loi, veut créer deux catégories de SMIC.

Ainsi, il y aurait d'une part, un SMIC mensuel inchangé de 6 663,47 F brut pour 151 heures au lieu de 169, la RMM (rémunération mensuelle minimum), ce qui revient à un montant horaire de 44,13 F de l'heure, et d'autre part, un SMIC horaire maintenu à 39,43 F.

Rémunérer les temps partiels deviendrait compliqué. Exemple : quelqu'un qui travaille actuellement 31 h 12 min (80 % de 39 h) perçoit 80 % du salaire mensuel. Dans le nouveau système percevra-t-il 31 h 12 min à 39,43 F ou à 44,13 F ou bien ne travaillera-t-il plus que 28 heures pour être payé 80 % de la RMM ? Pour les employés à temps partiels choisis, cette dernière solution sera vraisemblablement retenue.

Mais, pour tous les autres, il y a fort à parier que le choix sera de payer un temps partiel de 28 heures par semaine 4 771,03 F par mois sur la base du SMIC horaire, au lieu de 5 330,77 F selon la RMM. Ainsi, cohabiteront dans une même entreprise deux salariés avec une rémunération horaire différente.

De même, les heures supplémentaires ne seraient payées que 125 % de 39,43 F au lieu de 125 % de 44,13 F. Cette incitation, alliée à la souplesse des heures supplémentaires, freinera la création d'emplois.

Pour couronner le tout, Martine Aubry imagine que la progression du SMIC horaire serait effectuée selon la loi actuelle, mais que celle de la RMM serait du domaine contractuel, avec un taux de progression moindre.

Ainsi, la loi peut passer et le patronat aura tout gagné en 3 ans : stagnation de la RMM aboutissant à un tassement global des rémunérations, phénomène déjà connu avec des minima conventionnels souvent d'un montant inférieur au SMIC ; extension des contrats à temps partiels, donc du nombre de salariés percevant moins que la RMM ; annulation du temps de travail au gré des employeurs.

Il ne faut pas laisser la « gauche plurielle » mener à son terme la régression sociale actuelle. Cette machine infernale doit être impérativement neutralisée.

Roger SUMENE

**Faites connaître  
Royaliste, offrez  
un abonnement  
d'essai à vos  
amis.**

3 mois = 25 F

## La course à l'Amérique

**La décision du chancelier Kohl d'autoriser les forces américaines à utiliser les bases aériennes en Allemagne pour attaquer l'Irak traduit une inclination nouvelle dans les relations germano-américaines.**

**O**n ne lui demandait rien. On savait qu'il était préférable que l'Allemagne ne se mette pas en avant dans les affaires du Proche et du Moyen-Orient. Rien n'y a fait. Le Chancelier a voulu marquer sa solidarité avec les Américains dès la première occasion et d'une manière spectaculaire, le 8 février, lors d'un grand rendez-vous sur la Sécurité, en présence du secrétaire d'État américain à la Défense William Cohen et du ministre français de la Défense Alain Richard. Il n'a pas hésité à prendre le contre-pied de la position française. Pourquoi ?

D'abord, à cause de la prise de position antérieure du parti social-démocrate allemand qui, à la mi-janvier, a publiquement affirmé que la relation euro-atlantique était le pilier de la politique étrangère allemande pour le parti qui veut se donner toutes les chances de battre le chancelier aux élections générales du 27 septembre prochain. Ce n'était pas évident pour le secrétaire général du SPD, M. Lafontaine, plus proche des vues françaises, mais qui est lui-même contesté pour la succession de Kohl par Gerhard Schröder, atlantiste à tous crins. On peut compter sur l'ambassadeur américain en Allemagne, John Kornblum, peu suspect de sympathies françaises dans ses précédentes fonctions en ex-Yougoslavie, pour faire en sorte que Schröder soit choisi par le

SPD. Ceci explique l'offensive de Kohl déjà engagée parallèlement par le porte-parole de la CDU qui écrivait dans *Le Monde* le même jour de la mi-janvier, que « les efforts inquiets que faisait l'Allemagne pour ne pas être obligée de choisir entre l'Amérique et l'Europe » (en fait la France : il faisait référence au traité d'amitié franco-allemand signé le 22 janvier 1963) *appartiennent au passé. L'Allemagne a depuis longtemps choisi l'Europe, qui est une partie du système global américain* (sic). On croit rêver : les élections allemandes de 1998 vont encore avoir pour enjeu les relations entre l'Europe, c'est-à-dire la France, et les États-Unis.

Cette course à l'Amérique entre le SPD et la CDU vaut aussi au sein de l'Europe entre Allemands et Anglais. Le chancelier Kohl, auquel le président Bush avait fait miroiter le statut de partenaire privilégié des États-Unis en Europe, a dû voir d'un mauvais œil la tentative de séduction de Blair auprès de Clinton pour sauver ce qui pouvait l'être de la fameuse « relation spéciale ». Le Premier ministre britannique, qui assure la présidence de l'Union européenne au cours de ce premier semestre, a renchéri autant qu'il pouvait sur l'engagement militaire de son pays dans le Golfe aux côtés des Américains. C'est la guerre du Golfe qui avait privé l'Allemagne de son hégémonie naturelle après l'unification. Sur le terrain

extra-européen, la Grande-Bretagne peut encore figurer honorablement. L'offre allemande est militairement dérisoire face aux bâtiments de la Royal Navy et aux avions de la RAF. Diplomatiquement, il n'en va pas de même, car si l'appui de Londres peut être considéré comme acquis, il ne concerne que lui. L'appui allemand entraîne plusieurs autres pays du continent et il isole la France. Les États-Unis ne peuvent rien si le couple franco-allemand est uni. Que l'Allemagne fasse bande à part, tout est possible.

Car la course à l'Amérique concerne aussi tous les candidats potentiels à l'OTAN via l'Allemagne. La Pologne a aussitôt embrayé dans la roue allemande afin de figurer en tête des « bons élèves » et d'être qualifiée par le Congrès américain lors du prochain débat sur l'élargissement de l'OTAN. Même chose en prévision du débat sur le maintien de l'engagement américain en Bosnie : Saddam-Karadzic même combat ! L'enjeu est de savoir quel sera le partenaire dominant côté européen au sein de l'OTAN. La France ayant renoncé, la Grande-Bretagne n'a qu'à bien se tenir car elle ne fait pas le poids. L'Allemagne joue gagnant.

Rien de tout ceci ne concerne bien entendu les problèmes du Proche et Moyen-Orient, ou le devenir de l'Irak. On en est loin. Et pourtant c'est ce qui va déterminer le soutien européen à ce qui sera décidé à Washington quelle que soit l'issue. De cela il n'y a guère que la France à s'en préoccuper. Vraiment, de quoi se mêle-t-elle ?

Yves LA MARCK

♦ **ITALIE** - Emmanuel-Philibert de Savoie, prince de Venise, et fils de l'héritier du trône d'Italie, vient de publier un livre *Sognando l'Italia (En rêvant de l'Italie)*. Le jeune prince - il a vingt-six ans - qui vit en exil en Suisse où il travaille dans une banque, veut contribuer avec ce livre à « convaincre les lecteurs de la justesse du retour des Savoie dans la péninsule ». Cette parution peut avoir une importance dans le processus engagé pour l'abolition de la loi qui maintient exilée la famille royale. En effet, sénateurs et députés sont très partagés sur le sujet et la prestation du prince de Venise peut faire basculer quelques hésitants.

♦ **RUSSIE** - L'historien Alexandre Avdonine, l'homme qui avait retrouvé l'endroit où reposaient les dépouilles du tsar Nicolas II et d'une partie de sa famille, pense avoir également découvert la fosse où furent enterrés le tsarévitch Alexis et la grande duchesse Maria. Il compte engager des travaux importants de fouille au printemps, après la fonte des neiges, s'il a trouvé d'ici-là les sources de financement nécessaires.

♦ **BHOUTAN** - Le prince Charles d'Angleterre, poursuivant sa tournée en Asie du sud, a effectué une visite officielle de quatre jours dans le royaume himalayen du Bhoutan. Reçu à Thimphu, la capitale, par le roi Jigme Singye Wangchuk, il a également longuement visité l'Institut national des médecines traditionnelles - un centre financé par l'Union européenne - ainsi que plusieurs monastères.

♦ **QATAR** - L'actuel émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, a eu une longue entrevue en Arabie Saoudite avec son père qu'il avait destitué en 1995 et qui depuis partage son exil entre l'Angleterre et le royaume saoudien. La réconciliation entre les deux hommes avait eu lieu en janvier 1997 et depuis leurs rapports se sont normalisés.

♦ **CAMBODGE** - Le roi Norodom Sihanouk a apparemment renoncé à appliquer le compromis qui avait été envisagé pour permettre à son fils le prince Ranariddh de rentrer au Cambodge et de participer aux élections législatives de juillet prochain. Dans son bulletin d'information du 9 février, le roi craint en effet que des « manifestations de masse » soient organisées s'il graciat son fils accusé par l'autre co-Premier ministre Hun Sen de trafic d'armes et de collusion avec les Khmers rouges. Il pense même qu'il risquerait d'être déposé à la suite de ces manifestations.

♦ **MAROC** - Le 4 février, le roi Hassan II a nommé Abderrahmane Youssoufi, premier secrétaire de l'Union socialiste des Forces Populaires (USFP), comme Premier ministre. Ce dernier a immédiatement engagé ses consultations avec les différents partis politiques pour former le nouveau gouvernement. Depuis plusieurs années le roi souhaitait une alternance, mais jusqu'à ce jour l'opposition s'était toujours refusée à participer à la direction du pays.

**B**ien connu de nos lecteurs, invité régulièrement à nos « Mercredis de la NAR », l'anthropologue Georges Balandier nous donne aujourd'hui au travers de son livre « *Conjugaisons* » le récit d'une vie de combats et d'engagements. En nous présentant cet ouvrage, il nous explique comment il a traversé notre siècle, son refus de l'abandon et de la fatalité et cet incessant souci de chercher avant tout à comprendre un monde qui ne cesse d'évoluer.

Georges Balandier

# Un intellectuel engagé

■ **Royaliste : Peut-on qualifier votre livre d'autobiographie ?**

**Georges Balandier :** Non, on ne peut pas faire une synthèse ou le résumé d'une vie. Une telle entreprise, si elle se veut totale, est vaine et trompeuse. Ce livre n'est pas une autobiographie car j'ai refusé le choix chronologique. On y trouve d'abord une réflexion sur le politique et l'histoire.

J'ai eu deux sortes d'exigences. La première fut le souci d'interroger la mémoire. Cela parce que je veux savoir comment ma mémoire personnelle peut s'articuler à la mémoire collective. La seconde fut l'envie de provoquer une réflexion en partant des expériences de vie. Le but de l'universitaire, de l'intellectuel engagé que je suis, est d'éclairer et de mettre en garde.

■ **Royaliste : Alors, s'il ne s'agit pas d'une autobiographie, comment lire votre ouvrage ?**

**Georges Balandier :** La lecture possible d'un tel témoignage, peut être littéraire. Ce livre est un peu un « roman vrai » car il vit dans ce siècle. Le personnage est à la fois acteur et rédacteur mais aussi entouré de toute une série d'autres personnages. On peut y voir aussi un essai consacré aux ressources et aux formes de la mémoire. Cela en essayant de comprendre mieux ce qu'est la mémoire personnelle et collective lorsqu'on la

questionne sur des expériences individuelles. En troisième lieu il y a une lecture que l'on pourrait qualifier d'initiatique, c'est la lecture d'un parcours qui s'accompagne de découvertes successives et qui prépare à l'interrogation permanente de l'actuel.

■ **Royaliste : Comment se conjugue la mémoire ?**

**Georges Balandier :** La mémoire est multiple et il n'est pas facile d'y tracer un parcours. J'ai voulu identifier des strates, des couches de mémoire. Ceci justifie le titre du livre, et les titres des différents chapitres. Dans le premier, « *Le passé indéfini* », ce qui est montré, et qui est paradoxal, c'est qu'il y a un rapport entre la mémoire et ce qui est l'immémorial, ce qui existe bien avant la mémoire construite, repérable, datable. Cet immémorial résulte de deux choses. L'expérience d'enfance et le rapport à la société, c'est-à-dire les premiers liens sociaux : l'histoire familiale. Ce « *passé indéfini* » est une mise en évidence de cet « avant » de la mémoire.

Le deuxième chapitre est intitulé « *Le passé simple* » et ce qui s'y conjugue est une histoire familiale et une histoire collective beaucoup plus large. Pour moi cette mémoire, où la mémoire personnelle commence à entrer en contact avec la mémoire collective, se forme dans les années 30. J'avais à peu près dix ans. Ces

années prêtaient plus à une éducation politique qu'à une éducation sentimentale de l'adolescent. Intervient ensuite ce que j'ai appelé dans le troisième chapitre : « *Le passé composé* » et qui résume le passage à l'âge d'homme. C'est pendant cette période que se forme une conscience historique et l'apprentissage des réalités : il faut prendre parti. « *L'imparfait* », quatrième chapitre, constitue une rupture logique. J'y mets en avant ma propre expérience de l'inachèvement dans les affaires humaines. Enfin « *Les temps perdus* », le dernier chapitre renvoie à notre période. J'y montre comment un anthropologue comme moi, formé dans un milieu traditionnel où la mémoire tenait une large place, se trouve dans une culture où les temporalités deviennent évanescences.

■ **Royaliste : Quels sont les éclairages qui résultent de ce parcours ?**

**Georges Balandier :** Certains moments d'une vie ont une fonction révélatrice. En 1931 je découvre la dernière manifestation glorieuse de ce qui était l'Empire : l'Exposition coloniale. 1934 me montra que la politique pouvait être violente quand je vis un soir mon père rentrer en sang. Mais c'est en 1936 que je m'éveille véritablement à la politique. A cette date en effet semble s'ouvrir une ère de bonheur. Il a eu ensuite la

guerre et la débâcle : j'y ai découvert l'humiliation de la domination étrangère. Ce fut le moment de décider de certains engagements.

Le second ensemble d'événements qui me concernent est la remémoration des années noires. Découvrir ce qu'est de vivre sous l'Occupation c'est faire un apprentissage qui n'est pas si facile. C'est découvrir progressivement le chemin de l'illégalité. Il est à ce propos intéressant de remarquer à quel point les relations sont importantes pour accéder au droit de reconquérir sa liberté. C'est la contrainte du travail obligatoire qui m'a contraint de rentrer dans l'illégalité.



■ **Royaliste : Peut-on parler d'une certaine apathie des Français de l'époque ?**

**Georges Balandier :** C'est plus complexe que cela. J'étais dans les convois de la débâcle et je me souviens de ce lâche soulagement lorsque Pétain a annoncé qu'il prenait tout en main. Il y a eu aussi toutes les vilenies de la Milice et des dénonciations. Mais il y a eu une résistance qui consistait d'abord à survivre. Cela pouvait vouloir dire le marché noir et l'enrichissement des maffieux de l'époque. Mais il y a eu cet acharnement à montrer aux Allemands que malgré toutes les privations,

on pouvait tenir. On voulait survivre mais avec la plus grande dignité. Cependant quand je suis rentré dans l'illégalité j'ai rejoint la région d'Épinal où j'avais grandi. Là j'ai découvert une certaine inertie, ils étaient bien peu à s'engager.

■ **Royaliste : Après la guerre vous n'avez pas cessé l'engagement...**

**Georges Balandier :** Non, et c'est le troisième ensemble d'événements que je considère. C'est ma découverte de mondes différents. Cela m'a conduit à une forme d'engagement puisque je n'ai pas dissocié mon métier d'anthropologue de la décolonisation africaine. Ce métier m'a fait rencontrer la différence, m'a rendu solidaire du processus de libération jusqu'à l'engagement tiers-mondiste.

■ **Royaliste : Qu'est-ce qui vous a conduit à une réflexion sur le pouvoir ?**

**Georges Balandier :** Cette expérience du politique s'est d'abord effectuée en son centre car à deux reprises j'ai appartenu à un cabinet ministériel. La première fois fut de courte durée : j'étais au cabinet ministériel d'un secrétaire d'État de Pierre Mendès France. Ma deuxième expérience a choqué mes amis : on m'a accusé d'entériner le coup d'État. Il s'agissait d'un poste de conseiller technique auprès du dernier ministre de la France d'Outre-Mer à l'épo-

que où le général De Gaulle était revenu aux affaires. Ce poste n'était pas très bien vu par l'intelligentsia de gauche. Mais c'était pour moi un choix dû à l'image que j'avais - en tant que résistant - de De Gaulle. Tout ce que j'escomptais ne pouvait être acquis que par De Gaulle. Ce que des militaires s'acharnaient à défendre avec véhémence (et que l'analyse démontrait intenable) ne pouvait être remis en cause, sans drame national majeur, que par un militaire plus prestigieux que tous. Ce militaire saurait négocier à la fois la décolonisation et un autre rapport à ce qui était encore les départements de l'Algérie Française.

J'ai vécu aussi l'expérience du pouvoir en périphérie. J'étais professeur en Sorbonne depuis 1962, et j'ai eu à vivre les événements de 1968 à partir de mon département de sciences sociales. Je n'ai été ni un libéral qui profite de la circonstance pour devenir libéral, ni un ébloui entier. Mais j'ai eu cette possibilité d'interroger ce qui ce passait et de savoir que ce n'était pas une révolution - même si c'était important.

■ **Royaliste : La pratique de votre métier de professeur et de chercheur a-t-elle un rôle à jouer dans vos prises de positions ?**

**Georges Balandier :** En ce qui me concerne j'ai tiré de cette fonction le souci permanent d'être le décrypteur de l'actualité. Je pense que je ne peux faire le métier que je fais que si j'aide - au moins - à décrypter ce qu'est l'actuel. Au delà de l'anthropologie des mondes extérieurs j'ai donc été conduit à mener une anthropologie du « chez soi », c'est-à-dire de notre modernité présente. Peut être la moralité que l'on pourrait tirer de mon parcours de vie serait la formulation d'une obligation, l'obligation de rester éveillé dans les turbulences de l'histoire et refuser les tentations de l'abandon.

■ **Royaliste : Quel regard portez-vous sur l'engagement des intellectuels à notre époque ?**

**Georges Balandier :** En ce moment on ne cesse de faire resurgir des livres consacrés aux intellectuels. Comme si

l'intellectuel était devenu une figure sociale mal identifiable. La figure de l'intellectuel s'est démultipliée. Il y a l'intellectuel de l'omniprésence médiatique, disponible pour le commentaire de chaque événement. Celui-là ne peut répondre à la définition ancienne de l'intellectuel. Il y a l'intellectuel expert, qui doit montrer qu'il est lié à une profession qui a une compétence : il a quelque chose à dire. Ce n'est plus la figure de l'intellectuel libre qui garde sa distance, il ne peut prendre le risque de juger. Il y a une contradiction absolue entre le fait de pratiquer une analyse du social et de la culture dite « scientifique », et de l'autre côté, l'engagement qui ne va pas sans illumination, sans investissement personnel. Les analystes politiques l'oublient trop souvent. Il y a un jeu d'affect dans le pouvoir. La troisième catégorie, après les intellectuels de visibilité et ceux de compétences, est celle des intellectuels de témoignage. Ceux-là veulent rester le plus largement possible sur le terrain de leurs compétences et ce qu'ils tirent de cela peut porter à l'engagement.

■ **Royaliste : Qu'est-ce qu'implique l'engagement aujourd'hui ?**

**Georges Balandier :** Pouvoir être engagé aujourd'hui implique deux choses, d'abord de renverser la formulation de Marx et dire qu'il s'agit de comprendre pour pouvoir transformer. Il faut se servir de sa discipline pour éclairer son temps. Dans un second temps il faut rechercher les moyens d'avoir prise sur ce temps. L'engagement, demande en effet, prise sur le temps : ne pas être les dociles de ce que l'époque propose, mais les utilisateurs des moyens que l'époque donne. Cela revient aujourd'hui à interroger les nouveaux territoires, nouveaux pouvoirs qui s'offrent à nous. Le biologique avec le génome et l'intelligence artificielle, le virtuel et la question du contrôle du cyber-espace. Ce sont les nouveaux lieux de nos enjeux.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

● Georges Balandier - « *Conjugaisons* » - Fayard - Prix franco : 150 F.

# L'euro dans l'impasse

Gérard Lafay, professeur d'économie internationale à Paris II, nous livre des clefs de compréhension sur la pensée unique.

« *L'Euro contre l'Europe ?* » est un ouvrage pédagogique et libérateur. Il permet de mieux comprendre les erreurs qui fondent la pensée unique en matière de monnaie.

La pensée unique stipule qu'un euro fort est la condition nécessaire pour concurrencer le dollar. L'euro fort permettrait de plus un retour au développement sain des économies européennes qui auront adopté cette monnaie unique en remplacement de leurs monnaies nationales.

La grossière erreur commise par nos technocrates est d'avoir conçu un euro fort en se trompant dans la définition même d'une monnaie forte et en l'occurrence du deutsche mark fort. Si le mark a bien été une monnaie forte sur le plan interne de 1950 à 1973, ne s'étant pas déprécié pour absence d'inflation, il a été - contrairement aux idées reçues - faible sur le plan externe. La sous-évaluation du mark durant cette période joua un rôle fondamental dans le développement de l'industrie allemande. En revanche, une monnaie forte sur le plan externe exprime une grande santé économique. Vouloir une monnaie forte - l'euro - dans un contexte de crise est donc faux et suicidaire.

Ainsi, depuis 1973, sur les vingt-cinq dernières années, les monnaies de la zone mark, dont le franc français, ont été dix-neuf fois surévaluées par rapport au dollar. Cette surévaluation des monnaies de la zone mark continue de créer de facto une situation de dumping monétaire pour toutes les

économies se référant au dollar, dont les pays asiatiques et les États-Unis. Ce dumping monétaire provoque la surappréciation des coûts du travail en Europe et pénalise la compétitivité des entreprises à productions nationales au profit des importations. Le chômage est donc aggravé ainsi que les déficits publics qui sont traités par des hausses constantes de l'imposition, lesquelles pénalisent la consommation, réduisent les débouchés commerciaux et donc les ventes des entreprises, qui licencient, etc. Le cercle infernal se reproduit sans perspective de sortie depuis 1973.

Repenser la monnaie nécessite au préalable de repenser la politique de l'Europe et plus particulièrement, dans la vision gaullienne, la politique des nations composant l'Europe. La monnaie est la traduction d'une politique et ne doit pas être la fin de la politique. Mais cela nécessite de se déprendre de l'idéologie ultra-libérale du club des milliardaires de Davos. Il en est toujours temps comme le signale Gérard Lafay en proposant d'apporter des corrections au traité de Maastricht. Nos politiques en auront-ils seulement et la conscience et le courage ?

Laurent VEYRENC

Gérard Lafay - « *L'Euro contre l'Europe ?* », Arléa, prix franco : 100 F.

# Trois fils d'Israël

Avec rigueur et non sans rudesses, Daniel Lindenberg nous donne à comprendre l'identité juive, dans la complexité de son histoire et dans son actualité problématique.

Trois anniversaires marqueront l'année 1998. Le cinquantenaire de l'État d'Israël (1948) sera célébré avec éclat en mai, tandis que deux autres passeront inaperçus : le centenaire des *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau* du grand historien juif Ivan Doubnov, qui tenta de définir une identité pour les Juifs d'Europe, et le centenaire de la fondation du *Bund*, le mouvement des ouvriers juifs et socialistes de Russie et de Pologne, qui est aujourd'hui bien oublié alors qu'il joua un rôle très important dans l'histoire du mouvement révolutionnaire européen.

Le silence qui entoure l'œuvre de Doubnov et la contre-société bundiste montre la nécessité d'un travail de réflexion historique permettant d'en finir avec les excès du « militantisme mémorial » qui aboutit à des reconstructions fallacieuses de l'histoire et à des visions hallucinées du présent. Pour Daniel Lindenberg, « *l'histoire du peuple juif est intelligible, et nous n'avons pas encore forgé tous les outils de son intelligence* ». Du moins, l'auteur de *Figures d'Israël* (1) nous donne-t-il des éléments majeurs de compréhension en étudiant trois personnages issus de la tradition marrane (2).

Trois êtres d'exception fondent en effet l'identité juive contemporaine, chacun représentant une manière de penser et de vivre la judéité :

Le premier, Ménassé Ben Israël (un contemporain de Cromwell) entreprit de réhabi-

liter le judaïsme et les Juifs et plaida pour leur réadmission en Angleterre, parce qu'il pensait que le puritanisme assurerait la « promotion » de son peuple. La destinée de Benjamin Disraeli, Premier ministre de la reine, et la Déclaration Balfour montrent que Ménassé avait vu juste.

Le deuxième personnage, plus connu, est Sabbataï Tsvi, né à Smyrne en 1625, qui fut reconnu comme Messie par d'immenses foules, subvertit en profondeur l'enseignement rabbinique et... se convertit à l'islam pour échapper à la mort. Avec lui commence un messianisme sécularisé qui conduira au sionisme et au bundisme.

Enfin vient Baruch Spinoza, immense philosophe banni de la communauté juive d'Amsterdam, qui posa en principe la liberté de pensée et qui inspira (entre autres) les partisans d'une renaissance nationale juive, tout en offrant le modèle d'un intellectuel rationaliste, libéré de ses appartenances.

Aussi discret que savant, Daniel Lindenberg oblige à repenser une identité qui, selon lui, risque de se perdre dans le ressassement de la mémoire, les dérivés du nationalisme et le repli dans l'ultra-orthodoxie.

Maria DA SILVA

(1) Daniel Lindenberg - « *Figures d'Israël* » - Hachette Littératures - prix franco : 98 F.

(2) Pratique secrète de la religion juive par les *conversos* (convertis) qui demeurèrent dans la péninsule ibérique après le décret d'expulsion des Juifs.

# Vive la nation

Yves Lacoste, directeur de l'excellente revue *Hérodote*, se devait un jour de réagir, avec ses compétences géopolitiques, à ce qu'Emmanuel Todd appelle « *l'antinationisme* ». Les nations sont inscrites dans la géographie humaine avec une telle force, qu'il est coupable d'imaginer que leur disparition se ferait sans dommages. Certes, il n'y a aucun déterminisme géographique dans l'existence d'une nation comme la France. Pourtant, il faut bien constater avec un Fernand Braudel que « l'isthme français » entre la mer du Nord et la Méditerranée s'est prêté à la constitution d'une réalité politique particulièrement résistante, en dépit d'autres virtualités qui s'affirmèrent à un moment ou à un autre. « *Comme la France s'est tout de même installée sur « son » territoire malgré les diversités culturelles et les forces qui ont tenté de contrôler cet isthme géologique, cela veut dire qu'il y a des forces politiques relationnelles stables dans leurs projets géopolitiques, pour s'en tenir à ce qu'on appelle le « prêtre carré » des rois de France. Mais aussi pour le tenir, en dépit de multiples péripéties dynastiques, sans oublier les guerres de religion* ».

Suivant avec la plus grande attention le développement de cette réalité géopolitique, Yves Lacoste a en point de mire la menace nationaliste qu'il réprouve, en montrant comment elle contredit le génie intégrateur de la nation, en la subvertissant en machine à exclusion. Ainsi consacre-t-il une bonne partie de son livre à caractériser cette menace, en montrant comment elle fonctionne notamment au moment de l'affaire Dreyfus. Pour lui, le Front national constitue une menace gravissime dans le climat actuel, puisque s'appropriant le thème de la nation abandonnée par les autres formations politiques, il est en mesure de s'appuyer sur les profondes frustrations d'une société en crise, avec le label exclusif de la nation protectrice. Or, il est certain que le libéralisme aujourd'hui s'oppose autant au cadre national qu'à la protection sociale qui lui est inhérente en France. Nous sommes donc dans une perspective très inquiétante, d'autant que la logique libérale à l'œuvre ne fera que précariser une société déjà bien fragilisée.

D'où la nécessité de reprendre la nation aux amis de Jean-Marie Le Pen, en étudiant avec la plus grande rigueur ce qu'elle signifie, comment elle s'est développée à travers l'histoire et comment elle peut échapper à ses propres démons. Yves Lacoste mobilise au service de sa cause toutes les ressources de son vaste savoir, avec un souci de justesse et d'équilibre, s'efforçant de discerner à travers l'histoire toutes les données propres à éclairer et à réunir au-delà des divergences idéologiques au demeurant inévitables. Son sens de la nuance et de la complexité lui permet d'éviter de participer aux clivages partisans et il a sa manière bien à lui d'ajouter à une analyse qui pourrait sembler trop abrupte une remarque qui la corrige ou la redresse sans nier ce qu'elle avait de pertinent.

Je ne reprendrai pas son suivi de l'histoire de France dans ses grandes étapes, car il n'évite aucune difficulté et

s'engage sans crainte au cœur des questions les plus disputées, notamment celles liées à la Révolution française. Peut-être ajouterai-je quelques nuances à son tableau unilatéralement négatif du nationalisme français, en rappelant les critiques de Péguy à certains de ses partenaires du courant dreyfusien et l'hommage que l'antidreyfusard Barrès pouvait rendre à la famille juive au sein des familles spirituelles de France.

Avec Yves Lacoste, je marquerai mon accord sur l'importance première de la langue, comme facteur d'unité et de reconnaissance réciproque. L'objection culturaliste qu'on pourrait lui faire est écartée dès lors que le Français n'est pas lié à une notion ethnicisante du lien social, comme cela reste le cas en Allemagne à cause des raisons historiques très particulières. En France, la langue est un facteur privilégié d'intégration, parce qu'une grande partie de la population immigrée provient d'une aire largement francophone. C'est ce que le Front national refuse obstinément de prendre en considération, parce que cet élément contredit foncièrement une prétendue impossibilité de passer outre aux différences culturelles. Or le fait de parler la même langue introduit *ipso facto* dans une communauté intime de pensées et de sentiments, qui crée cet espace de dialogue qui par ailleurs est la condition indispensable du dialogue démocratique.

par Gérard Leclerc



L'actualité donne un relief tragique à l'étude que l'auteur consacre à la « question corse ». La dérive mafieuse est décrite à partir de la fausse bonne idée de transformer l'île en paradis financier. Déjà le processus d'expulsion de milliers de Français, corses ou non, s'apparente à une sorte de purification ethnique. C'est de la part de l'État un abandon de souveraineté qui pourrait avoir des conséquences plus graves encore dans des régions fragiles. L'actuel régionalisme impulsé par Bruxelles n'est-il pas gros de menace ? L'aggravation de certaines situations géopolitiques peut résulter de l'affaiblissement de l'État nation.

Le directeur de *Hérodote* ne craint pas non plus de s'engager sur le terrain économique et social, pour montrer comment la cohésion nationale demeure la condition *sine qua non* du non éclatement social. Il est remarquable que ceux qui veulent échapper à la solidarité nationale soient ceux qui profitent le plus des réseaux financiers internationaux. Ceux-là supportent de plus en plus mal les impôts et dénoncent le rôle excessif de l'État. Mais que l'on imagine un État dépourvu de ressources et les catastrophes qui s'en suivraient. La santé, la sécurité, la communication, l'enseignement surtout seraient en péril et avec eux la viabilité minimum de l'économie. Yves Lacoste fait référence ici à l'ouvrage d'un collaborateur direct de Bill Clinton *The Work of nations* (1991) dont le titre de la traduction française (*L'Économie mondialisée*) trahit significativement le contenu, conformément au préjugé « antinationiste » actuel. Or, Robert Reich, son auteur, met précisément en valeur le rôle indispensable des nations dans l'équilibre économique mondial. Il met en cause sévèrement les gens riches qui font sécession d'avec leur pays, sans considération pour les plus pauvres. « *Les firmes et les investisseurs parcourent désormais le monde à la recherche des meilleures opportunités de profit. Ils se sont déconnectés de leur propre nation* ». Un tel système engendre des processus pervers qui finiront par se retourner contre l'expansion de l'économie mondiale. C'est bien pourquoi, dans l'esprit même d'Yves Lacoste il faut défendre une conception sociale et ouverte des nations ; c'est urgent sinon gare au nationalisme xénophobe !

Yves Lacoste - « *Vive la nation* - Destin d'une idée géopolitique », Fayard, prix franco : 140 F.

# Portrait composé

Le fondateur des fameux *Cahiers de l'Herne* voit enfin un cahier lui être consacré sous l'étiquette « légitime » des *Dossiers H* aux éditions de l'Âge d'Homme.

Dès la première ligne, il convient de rendre hommage à Jean-Luc Moreau, le maître d'œuvre de ce fabuleux travail, qui a su respecter l'exigence kaléidoscopique qui présida à l'entreprise initiée par Dominique de Roux, tout en évitant l'écueil redoutable du collage approximatif. Ainsi, nous voici ici, très loin de la somme universitaire toujours un peu assommante, dans une jungle foisonnante, angloise oserions-nous dire, où s'éclairent successivement ou simultanément les facettes multiples du personnage, de son œuvre et de son être. Que l'on ne s'attende pas à trouver une compilation d'hagiographies un peu niaises sous le mode mille fois répété du « quel grand homme, il nous manque », stéréotype bâclé entre deux cocktails, mais bien plutôt un florilège de témoignages sensibles, dont le point de vue péremptoire pourra toujours se prévaloir de cette liberté qui fut le combustible détonnant de Dominique de Roux.

Les contributions sont si diverses qu'en distinguer cer-

taines est forcément injuste. Dirons-nous que nous avons aimé l'introduction de Raymond Abellio à une correspondance inédite ou l'article si pensé de Pierre Boutang, qu'il nous faudrait immédiatement y ajouter les textes denses du cinéaste-poète F.-J. Ossang ou le témoignage vibrant, « vibrillonnant », de Claude Pélieu, maître ès-collages et qui su faire lire Burroughs à des latins si tristement ordonnés. Et puis chemin faisant, nous finirions par dresser la nomenclature de tous les signataires de ce Dossier, tous apportant un quelque chose qui paraît très vite essentiel. Il est donc plus sage de renvoyer le lecteur à l'ouvrage lui-même, qu'il y découvre Dominique de Roux ou soit déjà un familier de l'œuvre, et de féliciter une fois encore son maître d'œuvre, qui a su se montrer à la hauteur de l'inventeur de la méthode.

Un dernier mot ! Pour nous qui n'avons pas connu Dominique de Roux, il y a sans doute une « légende » Dominique de Roux. Nous aimons cette légende. Elle n'est point ici rongée ou ruinée par les tristes aigreurs réalistes des petits flics haineux, mais au contraire rehaussée des vives couleurs de la sensibilité affectueuse.

Patrick PIERRAN

Sous la direction de Jean-Luc Moreau - « *Dominique de Roux* » - Les *Dossiers H*, Éditions de l'Âge d'Homme, 522 p. - prix franco : 290 F.

Promotion de la quinzaine

## Mon album de famille

par le comte de Paris

Plus de trois cents illustrations et documents photographiques inédits.

199 F franco au lieu de 290 F.

# Protéger, mais jusqu'où ?

Qui possède un patrimoine ? Quelques privilégiés ? Et si la notion de patrimoine était justement de faire de chacun un privilégié ? Un livre de la collection *Que-sais-je ?* fait le point et vient répondre à ces questions.

L'ie à une symbolique qui dépasse les visées individuelles, le patrimoine évoque d'abord une chose dont le caractère sacré, l'ancienneté ou la qualité sont telles que l'on ressent le devoir absolu de la transmettre.

L'étonnant est que les évolutions de l'idée de patrimoine ne peuvent être suivies précisément qu'à partir du moment où sa protection réclame d'avoir la force de loi. Un paradoxe - familier aux historiens - se confirme : le droit prescriptif prend corps le plus souvent sous la menace. Comme les droits de l'homme, la notion juridique de patrimoine est née de la Révolution. Au moment où l'on déclarait la guerre à tout un passé, il s'agissait de dire qu'il ne fallait pas détruire. L'argument de « vandalisme » brandi par l'abbé Grégoire, persuadé la Convention de réunir la première commission du patrimoine. De ces inventaires et collections d'épaves jugées dignes d'être sauvées du naufrage de l'ancien régime, l'État devra dorénavant assurer la protection.

Du musée des monuments français de 1793 à la nomination en 1830 du premier inspecteur général des monuments historiques, des classements de Mérimée aux mesures de protection actives de la III<sup>e</sup> République (1887), de la

loi du 31 décembre 1913, socle de la législation actuelle, on incorpore successivement au tronc du patrimoine les œuvres d'art (1921), les monuments naturels et les sites (1930), le sous-sol archéologique (1941), les abords des monuments (1943), les ensembles naturels (1957), les parcs nationaux et régionaux (1960 et 67), les secteurs urbains (1962), les rivages et le littoral (1975).

Le rôle de la collectivité publique demeure primordial pour que prévaille, dans ce domaine aussi, l'intérêt général sur les particuliers. Faire respecter la loi jusque dans ses sanctions - aujourd'hui souvent dérisoires - sans qu'une pléthore de réglementation **enserme dans un carcan** les forces de création contemporaine. Sur ce point, notre expérience l'enseigne, on n'a pas encore trouvé mieux que le geste du prince - fût-il éphémère président de la République - pour libérer, au cœur des sites les plus « sacrifiés » par nature ou culture, l'espace par où le vent violateur engendre des formes et des fonctions nouvelles. Le grand art politique est de savoir finalement aussi baisser sa garde, afin de n'être pas trop protégé... de la création.

Luc de GOUSTINE

Dominique Audrerie - « *La notion et la protection du patrimoine* » - PUF, *Que-sais-je ?* - prix franco : 48 F.

● **PRINCES** - Le troisième numéro de la revue *Princes d'Europe et d'ailleurs* (voir *Royaliste* n° 701) est paru. Au sommaire : un entretien avec la comtesse de Paris sur ses souvenirs d'enfance au Brésil, un hommage à la princesse Olga de Yougoslavie décédée récemment, un dossier sur la grande duchesse Anastasia, une étude sur le grand-duché de Bade ainsi que les différentes chroniques habituelles sur les actualités principières. Comme les précédents numéros, celui-ci est richement illustré de photos originales. Rappelons que *Princes d'Europe et d'ailleurs* n'est pas vendu dans les kiosques, on peut se procurer ce numéro (ainsi que les précédents) en nous écrivant (prix de chaque numéro : 38 F franco).

● **ALGÉRIE** - A l'initiative de plusieurs organisations (Cimade, France-Libertés, CCFD, ACAT) une campagne a été lancée afin de convaincre le gouvernement de décider d'un moratoire des expulsions en direction de l'Algérie. Il est en effet inconcevable que l'on continue quotidiennement à renvoyer des Algériens dans leur pays alors que l'on connaît la gravité des événements qui s'y déroulent et les risques encourus par les personnes expulsées. La N.A.R. a décidé de s'associer à cette campagne.

● **NANTES** - Bertrand Renouvin était à Nantes le samedi 14 février, invité par *Bien joué !*, association de la banlieue nantaise. Objet de la réunion : un débat avec les habitants du quartier sur le thème « *Je suis citoyen !* ». Public d'une quarantaine de personnes très mélangées : les mamies retraitées à cheveux blancs y côtoyaient les jeunes en situation de précarité. Débat très animé deux heures durant, vif, sans concessions, montrant tout à la fois l'intérêt des jeunes pour l'engagement politique et leur sentiment très fort d'être méconnus et méprisés par une classe politique dont ils ne comprennent même pas le langage.

● **TRÉLAZÉ** - C'est à l'invitation de l'AJAC que Bertrand Renouvin viendra le 24 février faire une présentation des partis politiques français aux jeunes des quartiers dans le cadre d'une formation civique.

● **RADKOWSKI** - Le 20 mai prochain aura lieu une journée d'hommage à notre regretté ami Georges-Hubert de Radkowski. Les personnes qui souhaiteraient y participer sont priées de nous le faire savoir.

La carte d'adhérent pour 1998 a été envoyée en même temps que la *Lettre aux adhérents* de février et seules les personnes à jour de cotisation l'ont reçue. Les retardataires sont instamment priés de bien vouloir se mettre à jour.

Rappelons que les cotisations à la N.A.R. sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

**CONGRÈS** - Le congrès des adhérents de la NAR se tiendra à Paris les 7 et 8 mars prochains. Notez ces dates et prenez vos dispositions pour pouvoir y participer. La SNCF consent des réductions importantes pour les billets pris à l'avance.

## INTERNATIONAL

Nous lançons un appel à nos lecteurs domiciliés à l'étranger ainsi qu'à tous ceux qui lisent régulièrement la presse internationale afin qu'il nous fassent parvenir toutes coupures de presse concernant aussi bien les monarchies établies (discours du souverain, problèmes dynastiques, visites officielles, etc.) que les activités des prétendants ou des mouvements royalistes. Ceci nous est indispensable afin de compléter notre information et de nous permettre d'alimenter la rubrique de *Royaliste* consacrée aux monarchies étrangères. Notre numéro de télécopie : 01.42.96.05.53.

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 25 février** : Pourquoi sommes-nous fascinés par les tueurs en série ? Pourquoi des foules immenses se sont-elles mises en mouvement lors de l'affaire Dutroux ? La Justice peut-elle dire le Bien et nous délivrer du Mal grâce à un « traitement » efficace des criminels ? Président de l'Institut des Hautes études sur la Justice et invité régulier de nos réunions, **Antoine GARAPON** viendra nous présenter

les conclusions d'une réflexion sur « *La Justice et le Mal* » qu'il a menée en compagnie de philosophes et de juristes.

● **Mercredi 4 mars** : Ils sucent le sang du peuple ! Ils se comportent de manière infâme ! Ils détruisent notre culture ! Qui ? Les immigrés. Maghrébins, assurément ? Non pas : italiens. Car nous sommes au XVI<sup>e</sup> siècle et la réaction xénophobe utilise des clichés qui nous sont familiers. Maître de conférences à l'Université de Caen, **Jean-François DUBOST** nous fera découvrir « *La France italienne* » dont l'histoire pittoresque est à la fois différente et proche de celle d'autres étrangers venus s'installer dans notre pays.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

## MAINE-ET-LOIRE

Permanence hebdomadaire tous les jeudis de 18 h à 20 h à la Taverne de l'Écubier, 20 rue Chateaugontier à Angers. Lecteurs de *Royaliste* et sympathisants, curieux ou membres d'organisations diverses qui veulent en savoir plus sur la NAR sont cordialement invités à venir nous y rencontrer. Les actuels bénéficiaires d'abonnement d'essai à *Royaliste* sont également invités à venir nous faire part de leurs impressions sur le journal.

## LOIRE ATLANTIQUE

Ouverture d'une permanence le dernier jeudi de chaque mois de 17h30 à 19h30 à l'Hôtel de Vendée, allée du Cdt Charcot à Nantes. Ouverte à nos lecteurs et nos sympathisants pour les informer de nos activités, pour discuter nos prises de position ou débattre de notre projet politique. Un kiosque-librairie permet de s'informer des meilleures parutions du mois. Contact : Olivier Bruneau 02.51.72.36.18.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# L'épreuve du vide

**D**epuis le vote de la loi sur les trente-cinq heures, il n'est plus possible de garder la moindre illusion sur la ligne gouvernementale. Les actuels dirigeants ont délibérément renié le socialisme démocratique qui leur a permis, longtemps, d'incarner bien des aspirations du peuple français.

Ce reniement est d'autant plus grave que les chefs socialistes se réclamaient de principes qui n'appartiennent pas en propre à leur tradition puisqu'ils sont inscrits sur le socle juridique de notre nation : appropriation collective des secteurs stratégiques, gestion démocratique du secteur public, protection des citoyens et solidarité entre ceux-ci grâce au système des droits sociaux.

En quelques mois, ce gouvernement a entrepris des privatisations insensées, accepté que nos banques et nos sociétés d'assurances deviennent la proie de capitalistes étrangers, clairement avoué qu'il n'apporterait pas d'aide substantielle aux plus démunis. Puis nous l'avons vu, sous le prétexte des trente-cinq heures, ouvrir la voie à une gigantesque régression sociale : salaire minimum dédoublé, flexibilité reconnue, annualisation acceptée, contrainte salariale érigée en règle compensatoire d'une réduction, partielle et souvent formelle, du temps de travail.

Ces redditions empressées prouvent que le gouvernement a délibérément renoncé à agir selon la justice sociale pour laquelle le pouvoir est institué. Ce renoncement signifie donc que le gouvernement Jospin est totalement dépourvu de volonté politique. Pas la moindre intention de changer les rapports de force entre les groupes sociaux,

entre les nations, entre la nation française et l'empire américain. A Francfort, on plie devant la Bundesbank. A Bruxelles, on devance les désirs de la Commission européenne. A Davos, on s'humilie devant un quartier de prédateurs internationaux. A Paris, on entre après quelques contorsions dans le jeu du patronat, on baisse les bras devant les groupes de pression, on renonce à se faire obéir par sa propre administration. Ce faisant, on libère la violence, et on la laisse s'abattre sur les entreprises, les groupes sociaux, les personnes déjà affaiblis.



Socialistes « archaïques » ? Deuxième gauche ? Nouvelle gauche ? Ces distinctions sont désormais inutiles : dans l'équipe au pouvoir, on distingue entre ceux qui, à l'instar de Lionel Jospin, se résignent au libéralisme économique et ceux qui, comme Dominique Strauss-Kahn, souhaitent que la France s'ouvrent toujours plus au « marché » mondialisé. Mais tous se soumettent au néo-libéralisme... Sur l'échiquier politique, les conséquences sont redoutables : un immense désert s'est créé, que les formations d'extrême gauche n'occupent que sur de petits espaces, et dont

le Parti communiste s'est retiré puisqu'il n'assume plus radicalement sa fonction protestataire.

Cette situation serait grave, mais pas catastrophique, si le mouvement gaulliste s'inspirait de l'action libératrice du général de Gaulle en 1940 et du bouleversement institutionnel accompli en 1958, pour mener les actions de résistance (contre l'hégémonie américaine) et les révolutions économiques et sociales qui assureraient l'avenir de notre pays et la prospérité de ses habitants. Le récent congrès du RPR a au contraire conforté la ligne ultra-libérale de MM. Balladur et Sarkozy, tandis que Philippe Séguin acceptait de présider à la liquidation du gaullisme. Quant à la défense de l'identité nationale, un nouvel espace s'est donc ouvert à droite, que le Front national devrait logiquement combler.

Un immense centre mou, néo ou ultra-libéral, géré par des équipes composées d'incapables, de cyniques et de corrompus. Un national-populisme qui profite de la démission générale. L'absence de toute force politique exprimant, avec intransigeance, le souci de justice. Tel est le périlleux déséquilibre auquel nous sommes confrontés. Il suffirait que le Front national se lance dans une démagogie socialisante, dont les préjugés réactionnaires de Jean-Marie Le Pen nous ont jusqu'à maintenant préservés, pour que la situation devienne insupportable.

Nous refusons cette logique désastreuse. Nous appelons depuis des années à la réunion du Parti des Politiques, autrement dit à l'alliance des citoyens de toutes traditions pour la défense républicaine de l'État de droit et des conquêtes sociales, pour les révolutions de justice et de liberté. Les idées sont rassemblées, de nombreux Français ne demandent qu'à s'engager.

Qui prendra l'initiative ?

**Bertrand RENOUVIN**